



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

PAR COURRIEL

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC

Madame la Conseillère fédérale

Simonetta Sommaruga

Palais fédéral Nord

3003 Berne

Courriel : polg@bafu.admin.ch

Fribourg, le 29 mars 2022

2022-267

Paquet d'ordonnances environnementales de l'automne 2022 - Consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Nous avons bien reçu votre demande de prise de position dans l'affaire citée en titre et avons l'avantage de vous faire part de ce qui suit.

Dans le domaine de l'**agriculture**, nous avons des remarques à formuler sur les projets de modifications de l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim), l'Ordonnance relative au permis pour l'utilisation des produits de traitement des plantes (OPer-A) et l'Ordonnance Registre Permis PPh. Veuillez consulter l'annexe pour les détails.

ORRChim : La protection des plantes est un sujet très dynamique qui nécessite une formation conséquente. Nous demandons que tous les agriculteurs/trices qui ont terminé leur formation avant 1993 doivent suivre une formation dans les deux premières années après la mise en œuvre de l'ordonnance. Nous proposons aussi de raccourcir les délais de la formation continue de 8 à 5 ans.

OPer-A : Nous saluons les différentes adaptations concernant la formation continue dans le sens d'une professionnalisation. Par contre, nous sommes étonnés du niveau des détails. A notre avis, il n'est pas nécessaire d'établir des règlements si précis – les professeurs/es disposent non seulement des compétences dans la protection des plantes, mais aussi dans la méthodologie. En plus, il va de soi qu'une formation on-line est possible. Finalement nous saluons l'introduction d'une application avec un code QR pour la gestion du certificat.

Dans le domaine de la **silviculture**, nous avons des remarques à formuler sur les projets de modifications ORRChim, OPer-Fo et Ordonnance Registre Permis PPh.

En ce qui concerne l'utilisation de produits phytosanitaires dans l'économie forestière, en particulier les insecticides sur les grumes en forêt, nous sommes favorables aux différents changements concernant le permis pour l'emploi professionnel de produits phytosanitaires que nous résumons ci-après. Dès le 1^{er} janvier 2026, l'obtention du permis ne sera possible qu'après la réussite d'un examen spécifique (fin de la reconnaissance des diplômes). L'acquisition des

connaissances pendant la formation de forestier/forestière restera possible. Les titulaires d'anciens permis pourront les échanger contre le nouveau permis en s'annonçant à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. La durée de validité des permis sera de 8 ans. Dès le 1^{er} janvier 2027, le renouvellement du permis tous les 8 ans sera conditionné au suivi de formations continues (4 h pour le permis OPer-Fo). Les permis se présenteront désormais sous forme digitale et seront enregistrés dans un registre national avec les formations continues suivies par leurs titulaires. La validité des permis sera contrôlée lors des ventes de PPh aux professionnels.

Nous saluons la simplification de l'article 11 ORRChim. Toutefois, nous sommes d'avis que des sanctions doivent être concrètement exigées en cas d'infraction aux dispositions pertinentes de la législation sur l'environnement, la santé ou la protection des travailleurs.

Nous attirons l'attention sur le fait qu'hormis les titulaires du permis pour l'emploi de produits phytosanitaires dans l'économie forestière (OPer-Fo), les titulaires du permis pour l'emploi de produits pour la conservation du bois (OPer-B), en particulier les scieurs, peuvent aussi utiliser des insecticides sur les grumes en forêt. Nous citons à ce sujet l'alinéa 2 de l'article 1 de l'OPer-B : « ² Il l'autorise en outre à employer des produits phytosanitaires au sens de l'art. 4, al. 1, let. e, LChim pour traiter le bois abattu, avant la coupe en scierie. ». En conséquence, l'OPer-B devrait également être adaptée pour limiter la durée du permis à 8 ans dès 2027 et introduire une formation continue obligatoire. Les permis OPer-B devraient être intégrés au Registre Permis PPh.

Dans notre prise de position sur l'Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture (919.117.71), en été 2021, nous avons suggéré que les utilisateurs professionnels dans le domaine de la sylviculture puissent bénéficier du Système d'information centralisé relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires (SI PPh). Le lien est-il assuré entre ces différents paquets d'ordonnances ?

Nous apprécions que la gestion administrative des permis soit centralisée au niveau de l'OFEV et que la formation mette l'accent sur la sécurité au travail et la protection de l'environnement.

En restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous remercions de nous avoir consultés et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Olivier Curty, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

Annexe

—

Paquet d'ordonnances environnementales d'automne 2022 : formulaire pour la consultation

Copie

—

à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement, pour elle et le Service de l'environnement ;

à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, pour elle et Grangeneuve ;

à la Chancellerie d'Etat.



Referenz/Aktenzeichen: BAFU-D-3C653401/1032

Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung (ChemRRV), Verordnungen über die Fachbewilligung für die Verwendung von Pflanzenbehandlungsmitteln (VFB) und Verordnung Register Fachbewilligung / Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim), Ordonnances relatives au permis pour l'utilisation des produits de traitement des plantes (OPer) et Ordonnance relative au gregister des permis / Ordinanza sulla riduzione dei rischi inerenti ai prodotti chimici (ORRPChim) e ordinanze concernente l'autorizzazione speciale per l'impiego di prodotti per il trattamento delle piante (OAI)

Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank. / Un envoi en format Word par courrier électronique facilitera grandement notre travail. Merci beaucoup. / Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti in formato Word. Grazie.

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an / Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à / Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica: polg@bafu.admin.ch

1 Absender / Expéditeur / Mittente

Organisation / Organisation / Organizzazione	Kanton Freiburg
Abkürzung / Abréviation / Abbreviazione	Staatskanzlei
Adresse / Adresse / Indirizzo	Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg
Name / Nom / Nome	Urs Zaugg, SG-DIAF
Datum / Date / Data	29. März 2022

2 **Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung (ChemRRV) / Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim) / Ordinanza sulla riduzione dei rischi inerenti ai prodotti chimici (ORRPChim)**

2.1 Grundsätzliche Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali

Grundsätzlich begrüßen wir die Vorlage sehr.

- Der Pflanzenschutz ist ein sehr dynamisches Thema, das Weiterbildung erfordert. Wir beantragen deshalb, dass alle Landwirte, welche die Ausbildung vor 1993 abgeschlossen haben, bereits in den ersten zwei Jahren nach Inkrafttreten der neuen FABE eine Weiterbildung besuchen müssen. Diese haben z.T. ein sehr veraltetes Wissen betreffend Umgang mit PSM um Umweltschutz. Sie müssen die neuen Erkenntnisse so rasch wie möglich erfahren und anwenden können.
- Die regelmässigen Weiterbildungen im Bereich Pflanzenschutz sind wichtig. Aus diesem Grund sprechen wir uns auch für einen engeren Zeitrahmen bei den Weiterbildungen aus. Wir sind der Meinung, dass das Zeitintervall der Erneuerung mit 8 Jahren zu weit gewählt ist. Wir schlagen eine Verkürzung auf 5 Jahre vor. Diese Dauer wurde ursprünglich im Aktionsplan (Maßnahme 6.3.1.1) festgelegt und entspricht auch der Praxis einiger unserer europäischen Nachbarn. Es wird vorgeschlagen die Weiterbildungspflicht wie folgt zu gestalten: Statt 10 Stunden alle 8 Jahre, sollten besser 6 Stunden alle 5 Jahre verpflichtend sein, da so eine Kontinuität in der Weiterbildung viel besser gewährleistet ist und ein Landwirt der PSM ausbringt, im Schnitt auf ca. 1.5 h Weiterbildung pro Jahr kommt.
- Eine praktische Prüfung an der Feldspritze ist schwer umsetzbar, da sich diese Technik rasch weiterentwickelt. Aus diesem Grund schlagen wir vor, dass es nur eine theoretische Prüfung gibt. Wir sind aber der Überzeugung, dass bestimmte Themen wie der Anwenderschutz, Waschplätze, Drift etc. wichtig sind. Aus diesem Grund fordern wir, dass mindestens ein Tag in der Ausbildung ein praktischer Tag ist, ähnlich wie heute der Überbetriebliche Kurs (ÜK), der absolviert werden muss. Auch dieser Tag soll aber nur theoretisch geprüft werden.
- Die Prüfungsdauer von 90 Minuten soll ausserdem auf mehrere Prüfungen aufgeteilt werden können (mindestens 2x45 min). So ist es möglich, z.B. bereits nach dem einen Schuljahr eine Teilprüfung abzulegen. Bis anhin wurden z.B. die Quereinsteiger immer in den ÜK Pflanzenschutz eingeschleust und nach dem Tag haben sie eine 40 minütige Prüfung über den Stoff abgelegt. So gesehen sollte es grundsätzlich auch möglich sein die Prüfungszeit von 90 Minuten aufzuteilen (beispielsweise 40 min nach ÜK und 50 min nach dem Rest des Theoriekurses).
- Die Anzahl der Prüfungsfragen ist in unseren Augen nicht so wichtig. Wichtiger wäre, dass eine bestimmte Anzahl an Leistungszielen abgedeckt wird.
- Die Prüfungsfragen sollten ausserdem öffentlich zugänglich sein, damit sich die Teilnehmer gründlich vorbereiten können.

2.2 Bemerkungen zu den Artikeln und Anhängen / Remarques sur les articles et annexes / Osservazioni sugli articoli e gli allegati

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung / Approbation / Approvazione	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
Art.7		Ausnahmen von der Bewilligungspflicht	Welche Ausnahmen könnten das sein? Das muss genauer definiert werden, denn weitere Ausnahmen als beruflich bzw. nicht beruflich sollten eigentlich nicht gemacht werden können.
Art. 8 Abs. 3		3 Das zuständige Departement oder die von ihm bezeichnete Stelle entscheidet auf Antrag einer Schule oder einer Berufsbildungseinrichtung , des Inhabers, der Inhaberin , ob ein bestimmter Ausbildungsabschluss als einer Fachbewilligung gleichwertig gilt. Für die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist eine solche Gleichwertigkeit ausgeschlossen.	Die Schulen oder Bildungseinrichtungen sind im geplanten Vorgehen nur Datenübermittler zwischen dem Inhaber, der Inhaberin des Ausbildungsabschlusses und des zuständigen Departementes. Der Inhaber, die Inhaberin kann die Gleichwertigkeitsanerkennung selbständig beantragen.
Art. 9, Abs 2		für die Verwendung von und den Umgang mit anderen zulassungspflichtigen Stoffen und Zubereitungen: ersatzlos streichen	Es heisst dann: Das zuständige Departement, kann die Gültigkeitsdauer von Fachbewilligungen beschränken. Der zu streichende Satz war unnötig. Die Ausdehnung auf alle Arten von FB ist zweckmässig.
Art. 9, Abs 3 (Antrag 1)		die Gültigkeitsdauer einer FB ist in die betroffene FB-Verordnung zu verschieben. Dafür muss in der entsprechenden Verordnung unter Umständen ein neuer Artikel: Geltungsdauer eingefügt werden	Dann entspricht der Absatz 3, auch dem was in Art. 9, Abs 2 steht. Andernfalls müsste in der ChemRRV eine Liste der Gültigkeitsdauer von allen FB eingefügt werden, das ist unnötig.
Art. 9, Abs 3 bzw. VFB-L Anhang 3, Punkt 7 (Antrag 2)		Die Gültigkeitsdauer der VFB-L ist auf 5 Jahre zu reduzieren. Details siehe VFB-L Anhang 3, Punkt 7.	Einzig die Gültigkeitsdauer der VFB-L steht in der ChemRRV. Im Sinne einer einheitlichen Regelung, ist es zweckmässiger, wenn die Gültigkeitsdauer in der jeweiligen FB Verordnung steht, in diesem Fall in der VFB-L.

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung / Approbation / Approvazione	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
Art. 10 Abs. 2		2 Das zuständige Departement kann bei Bedarf die Einzelheiten der obligatorischen Weiterbildungen regeln , regelt die Einzelheiten der obligatorischen Weiterbildungen , insbesondere hinsichtlich Umfang, Inhalt und Bedingungen in Absprache mit den Branchenverbänden und den Weiterbildungsanbietern .	Um dem kantonalen Wildwuchs Einhalt zu gebieten, soll das zuständige Departement die Formalitäten der Weiterbildung inkl. Prüfung in Absprache mit den Ausbildungsanbietern abschliessend regeln. Es soll auch das Ziel verfolgt werden, die Anforderungen der verschiedenen VFB möglichst einheitlich zu gestalten, um die Durchlässigkeit zu gewährleisten.
Art. 10, Abs 4 (neu)		Das zuständige Departement informiert die Fachbewilligungsinhaber/Innen schriftlich <ul style="list-style-type: none"> • 1 Jahr vor Ablauf der Fachbewilligung, wenn die oblig. Weiterbildung bis dann noch nicht abgeschlossen ist • die FB sistiert wird • die FB erlischt 	Wir erachten es als angebracht, wenn das zuständige Departement die FB-Inhaber/Innen vor einer Sistierung oder einem Entzug über die geforderten bzw. bislang unterlassenen Weiterbildungen informiert. Alternativ schlagen wir die Einführung einer «Fachbewilligungs-App» vor mit welcher diese Funktion automatisiert werden kann.
Art. 12 Abs. 6 Ziffer a		Für die Fachbewilligungen, die zur beruflichen und gewerblichen Verwendung von Pflanzenschutzmitteln berechtigen: a. entscheidet das BAFU auf schriftlichen Antrag hin, ob eine Weiterbildungseinrichtung für das Anbieten einer Weiterbildung im Sinne von Artikel 10 anerkannt werden kann; Kantonale Bildungsinstitutionen werden automatisch anerkannt .	Da in den Bildungsplänen der betroffenen Berufe die Ausbildung inkl. Prüfung zum Erlangen der Fachbewilligung Pflanzenschutz im Rahmen der periodischen Revision aufgenommen wird, sollten die landw. und andere kantonalen Bildungsinstitutionen nicht noch zusätzlich einen Antrag stellen müssen.
Art. 23a, Absatz 2		Die Gültigkeitsdauer gewisser FB, die vor dem 1.1.2026 ausgestellt wurden, ist zu verkürzen. Die Weiterbildungspflicht ist so zu staf-	Mit der vorgeschlagenen Regelung muss die WB-Pflicht bis 30.6.2034 erfüllt sein. Diese Zeit ist für Inhaber einer FABE in der Zeit von 1993-2000 viel zu lang.

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung / Approbation / Approvazione	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
		fehl, dass Inhaber alter Fachbewilligungen ihre WB-Pflicht vor dem 30.6.2030 zu erfüllen haben. Zum Beispiel solche die von 1993 bis 2000 ausgestellt wurden, müssen in den Jahren 2027 oder 2028 ihre Weiterbildung absolvieren.	Zudem kann mit diesem Vorgehen eine gewisse Staffelung der FB-Teilnehmer/innen erwirkt werden, was die Infrastruktur und die Organisation der WB, insbesondere die Belastung der Lehrpersonen besser verteilt, bzw. die Infrastruktur kann so kontinuierlich aufgebaut, erweitert werden.
Art. 64	Zustimmung: Dieser Punkt ist sehr wichtig.		

3 **Verordnungen über die Fachbewilligung für die Verwendung von Pflanzenbehandlungsmitteln (VFB) / Ordonnances relatives au permis pour l'utilisation des produits de traitement des plantes (OPer) / ordinanze concernente l'autorizzazione speciale per l'impiego di prodotti per il trattamento delle piante (OAI)**

3.1 VFB-L: Grundsätzliche Bemerkungen/ OPer-A: Remarques générales

Wir begrüßen die Anpassungen der diversen Verordnungen, welche die FABE neu regeln. Insbesondere, die obligatorische Weiterbildung, die ein zentrales Element dieser Ordnungsänderungen ist. Diese Anpassungen werden zu einer Professionalisierung des Pflanzenschutzes führen, wie es im Aktionsplan Pflanzenschutzmittel gefordert wurde.

- Der Detaillierungsgrad der Vorgaben zur FABE und der obligatorischen Weiterbildung ist enorm. Es sollen keine Vorgaben zur Form der Weiterbildung gemacht werden. Die Methodenarten und die Klassengrößen liegen im Ermessen der Fach- bzw. Lehrpersonen, welche ja nicht nur im Pflanzenschutz, sondern auch in der Didaktik eine Ausbildung aufweisen müssen. In der heutigen Zeit muss es ausserdem möglich sein, dass Weiterbildungen auch online möglich sind.
- Der Erwerb der Fachbewilligung sei es im Unterricht mit EFZ oder als separater Kurs, sowie die darauffolgenden obligatorischen Weiterbildungen haben das Ziel, die Anwender von PSM zu Profis im Bereich PFS-Anwendung zu machen. Durch das Obligatorium werden auch Anwender von PSM erreicht, die sich bislang nicht so für diese Weiterbildung interessierten. Die Anwendung von PSM gegenüber früher hat sich komplett geändert, dem wird mit dem Obligatorium Rechnung getragen. Weiter wird damit eine wichtige Massnahme des Nationalen Aktionsplan Pflanzenschutzmittel (APPSM) umgesetzt.
- Für eine praktische Handhabung der neuen Fachbewilligung, soll eine App mit QR Code entwickelt werden. Diese ermöglicht dem Landwirt, bzw. dem Verkäufer von PSM auf einfache Art, den Status der Fachbewilligung in der Datenbank abzufragen. Mit dieser App hat der Landwirt auch einfach Zugang zu seinen Daten (Ablauf Gültigkeit etc.). Es entfallen mühsame und fehleranfällige Suchen in Datenbanken, beim Mittelkauf. Es kann genau hinterlegt werden, wer für welche Mittel eine Zulassung hat (Landwirtschaft (Ackerbau und Futterbau), Gartenbau, Wald). Mittels Scannens des QR Codes sieht die Verkaufsstelle bzw. im Falle des Landwirts der Verkäufer, welcher im Winter auf den Hof kommt, ob die Fachbewilligung noch gültig ist und falls ja, welche Mittel bezogen werden können. In der App sollte ausserdem hinterlegt werden, wie viele der Weiterbildungsstunden bereits absolviert wurden. Zusätzlich muss es möglich sein, dass der Landwirt seine Weiterbildungsstunden in der App selbst via QR Code oder Zahlen/Buchstabencode eintragen kann.
- Wir gehen auch davon aus, dass beim Bezug von PSM, die Kontrolle über die Gültigkeit der FB, registriert wird. Nur so findet das zuständige Department heraus, ob die Kontrollen auch stattfinden.

3.2 VFB-L: Bemerkungen zu den Artikeln und Anhängen / OPer-A: Remarques sur les articles et annexes

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
Art. 1		Neuer Artikel 1: Geltungsdauer Die Geltungsdauer der Fachbewilligung Landwirtschaft ist auf 5 Jahre beschränkt. Innerhalb von 5 Jahren, müssen zur Verlängerung der Gültigkeit um weitere 5 Jahre, 10 Stunden Weiterbildung gemäss Vorgaben des BAFU, absolviert werden.	In allen VFB wird nach Bedarf ein neuer Artikel mit der Geltungsdauer der FB eingefügt. Diese Forderung entspricht dem Antrag: ChemRRV Art. 9, Abs 3 (Antrag 1)
Art. 2, Abs 4		Antrag auf Präzisierung: «unter erleichterten Bedingungen» bzw. einen Kurs nur belegen können, wenn das Platzangebot nicht durch Personen, die die VFB-L absolvieren müssen ausgeschöpft ist.	In Art. 2, Abs. 4 heisst es, dass Inhaber einer VFB-G eine VFB-L unter erleichterten Bedingungen erlangen können. Diese Möglichkeit ist zu präzisieren, allenfalls an gewisse Bedingungen zu knüpfen, damit nicht die VFB-G Inhaber zur gleichen Zeit, wie die aus der Landwirtschaft, den Kurs belegen (Kapazitätsengpässe).
Art. 5 Ziffer g		es wählt alle acht Jahre 5 Jahre aus der Liste in Anhang 1 Ziffer 2, nach Anhörung des Fachprüfungsausschusses und des Fachbewilligungsausschusses, die vorgegebenen Themen aus, die in den Weiterbildungen zu vermitteln sind.	Überprüfungsintervall von 8 Jahren ist unter Berücksichtigung des technologischen Wandels zu lange. 5 Jahre wären angebracht.
Art 8 Abs.3 Ziffer g		Erfassen Angaben der Teilnehmenden zu den absolvierten Weiterbildungen	Die Meldung sollte Sache der Teilnehmer sein. Die Weiterbildungsstelle müsste persönliche Codes erstellen können, die nur 1x zu verwenden sind. Sie müssten vor der Weiterbildung erstellt und am Schluss jedem Teilnehmer ausgehändigt werden → jeder muss selber besorgt sein, dass seine WB eingetragen sind
Art 12, Abs. 1		Wer vor 1993 seine Ausbildung gemacht hat, muss innerhalb von zwei Jahren einen Weiterbildungskurs besuchen.	Zurzeit werden Personen, welche ihre Ausbildung vor 1993 gemacht haben, speziell behandelt. Nach der Einführung des neuen Gesetzestextes, wird plötzlich kein Unterschied mehr gemacht. Dies finden wir nicht korrekt. Deshalb soll mit dieser Zweijahresfrist sichergestellt werden, dass diejenigen, bei denen die Ausbildung schon lange her ist, möglichst bald auf den neusten Stand gebracht werden.
Anhang 2, Pt. 2.3 lit. c		Zu den Prüfungen zugelassen sind Personen, wenn sie: c. die zur Erlangung der Fachbewilligung Landwirtschaft erforderlichen Kompetenzen und	Dieser Punkt kann nicht überprüft werden. Der Kandidat, die Kandidatin muss selber beurteilen, ob er prüfungsfähig ist, wenn er via lit. c an die Prüfung antreten will.

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
		Kenntnisse auf andere Art und Weise erworben haben.	
Anhang 2 Punkt 3.3		Theorieprüfung soll so umgesetzt werden, wie beschrieben. Eine praktische Prüfung soll nicht stattfinden. Stattdessen soll ein Praxistag besucht werden müssen.	Das erscheint sehr lang- bei einer Stufe von 60 Schülern sind das ca.30 Stunden praktische Prüfung, zuzüglich Vor- und Nachbereitung Es sollte nur eine Theorieprüfung geben und eine verkürzte Praxisprüfung Um die Umweltauflagen einzuhalten, ist das theoretische Wissen entscheidend. In der Praxis ist jede Spritze anders und die Technik entwickelt sich stetig weiter. Routine erhält man nur, wenn man die Spritze regelmässig braucht. Vorschlag: In der Ausbildung muss ein obligatorischer praktischer Teil integriert sein. Dieser beinhaltet Themen wie das richtige Befüllen der Spritze, Anwenderschutz und Einhaltung der Auflagen. Dieser soll mit einer theoretischen Prüfung abgeschlossen werden.
Anhang 2, Punkt 3.3 (Antrag 2)		Die Prüfungsdauer von 90 Minuten soll beliebig aufgeteilt werden können.	Es soll z.B. eine 30-minütige Prüfung nach dem Praxistag und eine 60-minütige Prüfung nach dem Theorietag möglich sein.
Anhang 2, Punkt 3.4, Abs. 3		Die Prüfung soll nicht aus einer bestimmten Anzahl Fragen bestehen, sondern eine bestimmte Anzahl Leistungsziele abdecken.	Insgesamt sollte die Prüfungsdauer immer bei 90 Minuten liegen.
Anhang 2, Punkt 3.4, Abs. 3		Die Prüfungsfragen sollen öffentlich zugänglich sein.	Die Prüfungsfragen sollten für jede/n einsehbar sein, so dass diese vorbereitet werden können. Wenn sich jemand die Mühe macht, sämtliche Fragen vorzubereiten, hat er die Materie auch verstanden.
Anhang 2, Punkt 3.6 Abs. 3		Wird ein Prüfungsteil nicht bestanden, muss nur dieser Teil wiederholt werden.	Innert welchem Zeitraum muss die Prüfung wiederholt werden, damit der bestandene Prüfungsteil seine Gültigkeit behält?
Anhang 3, Punkt 4 Abs.1		Der Unterricht basiert auf teilnehmeraktivierenden Methoden. Die Weiterbildungen zu den vorgegebenen Themen sind auf 30 Personen pro dozierende Person beschränkt. Bei Weiterbildungen zu optionalen Themen	In der Verordnung sollten keine Anforderungen an die Kursform stehen. Dies sollte den Weiterbildungsstellen überlassen werden, da so deutlich grössere Flexibilität gewährleistet ist und obligatorische Themen in verschiedenen Kursen als Teilthema aufgegriffen und integriert werden können. Dies trägt zu einer deutlich höheren Attraktivität des Angebots bei

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
Anhang 3, Punkt 4, Abs. 2		Weiterbildungen sollen auch online möglich sein.	Um das Wissen der Teilnehmer zu überprüfen, sollte eine anschließende Prüfung möglich sein.

OPer-S: Remarques sur les articles et annexes

Ziffer / Chiffre / Numero	Zustimmung	Antrag / Proposition / Richiesta	Begründung / Justification / Motivazione
art. 5, let. e :		Il est fait référence à l'art. 2 al. 4 qui n'existe pas.	

4 Verordnung Register Fachbewilligung

4.1 Grundsätzliche Bemerkungen/Remarques générales

Klicken Sie hier, um Text einzugeben.

4.2 Bemerkungen zu den Artikeln und Anhängen / Remarques sur les articles et annexes

Art.4 Abs.4		streichen	Anmeldung/Registrierung/Änderung sollte vom Inhaber der Bewilligung direkt über Agate erledigt werden können
Art. 9		allenfalls ergänzen: dass die kantonalen Vollzugsbehörden zusätzlich Zugang zur Adresse und der Fachbewilligungs- Inhaber bzw. Innhaberinnen haben.	Die Kantonalen Vollzugsbehörden benötigen diese Angaben.
Art.11			Zusatz: Eventuell kann es sinnvoll sein, eine komplette Aufstellung der absolvierten Weiterbildungen abfragen zu können. z.B. um Bedarf der WB zu ermitteln. Da sich die Pflicht in Obligatorische und freiwillige Themen aufteilt, kann es sonst ggf. zu Engpässen beim Angebot kommen
Art. 14		Es muss sichergestellt werden, dass die Kantonalen Vollzugstellen gebührenfreien Zugang zu den Daten des Registers haben.	Die Schnittstellen sind den Kantonen durch den Bund zur Verfügung zu stellen.